

entrées libres

Actu | La fin des 7^e TQ, et après ?

Décryptage d'une mesure qui alimente les inquiétudes

Dossier | Numérique

**Natifs numériques mais pas experts :
apprendre à naviguer dans un monde digitalisé**

Actu

Le type 5 pour redémarrer le moteur scolaire et social des jeunes



Natifs numériques mais pas experts **4**



La fin des 7TQ et après... **14**



Zoom sur L'Ecole Escale, en type 5 **19**

ÉDITO

3

Tronc commun, ce n'est pas le moment de fléchir !

DOSSIER

4

Natifs numériques mais pas experts : apprendre à naviguer dans un monde digitalisé

CAS D'ÉCOLE

10

« *Machines et moi* » : un spectacle de l'IMEP mêlant humanité et technologie

UNE FONCTION, UN VISAGE

11

Le helpdesk : « *un travail qui demande patience et pédagogie* »

OUTILS

12

Kit Siméo : la ludopédagogie au service de l'éducation au choix des jeunes de 11-14 ans

ACTU

14

La fin des 7TQ et après...

PODCAST

17

« *L'Heure de Fourche* »

OUTILS

18

DésinfoEduc : « *aborder la désinfo avec les ados* »

ACTU

19

Type 5 : 70% des élèves admis pour des raisons psychiatriques ou psychosociales

CONFIDENCES

20

« *Chercher des solutions pour multiplier les possibilités de (r)allumer la flamme d'élèves en arrêt scolaire* »

LIVRES

22

« *Je me libère des écrans* » : autorisons-nous à perdre notre temps !

BONS PLANS

24

CHRONIQUE

26

Le sens de la vie ?

À L'ÉTUDE

27

Et à l'Est ? Du nouveau ?

HUMOUR

28

L'illustration de Poney

entrées libres

Février 2025 / N°196 / 19^e année
Périodique mensuel (sauf juillet et août)
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue de l'Enseignement catholique en Communautés francophone et germanophone de Belgique.
www.entrees-libres.be

redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable

Arnaud Michel (02 256 70 30)
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

Rédaction

Déborah Buekenhoudt Arnaud Michel
Pauline Jans Gérard Vanbellingen
Victoria Magnette

Secrétariat et abonnements

Déborah Buekenhoudt : 02 256 70 55

Création graphique

PAF!

Mise en page et illustrations

Catherine Joret
Poney illustrations

Membres du comité de rédaction

Deborah Buekenhoudt Pauline Jans
Adrien Collard Catherine Joret
Evelyne De Commer Victoria Magnette
Gaétane de Lame Arnaud Michel
Étienne Descamps Loïc Sartieaux
Alain Desmons Gaëtan Speltens
Edith Devel François Tillet
Hélène Genevrois Gérard Vanbellingen
Pierre Henry

Impression

Imprimerie SNEL

Les articles paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, intertitres et chapeaux sont de la rédaction.

Retrouvez les nouvelles versions du projet éducatif de nos écoles, Mission de l'école chrétienne, pour l'enseignement obligatoire et non-obligatoire via <https://bit.ly/3Qgsnas>





Alexandre Lodez
Secrétaire général
 28 janvier 2025

Tronc commun, ce n'est pas le moment de fléchir

L'approche systémique qui se trouve au cœur du modèle du Pacte, est à n'en pas douter à la fois sa force et son talon d'Achille. Le Pacte est un tout et toucher à une de ses composantes, peut lui porter atteinte.

Pourquoi vivons-nous un temps de doute ?

Pour s'implémenter, le Pacte nécessite la paix sociale entre ses différentes composantes (syndicat – PO – parents – administration et politique). Le temps présent est, à tout le moins, chahuté. Cela fragilise la capacité de concertation. Elle-même basée sur une capacité d'écoute et d'empathie des réalités vécues par les acteurs sur les terrains de l'école. Le Pacte connaît des moments d'hésitation et c'est bien normal. Une réflexion débutée en 2015 – un avis finalisé en 2017 et qui s'implémente petit à petit, n'a impliqué à ce jour qu'une partie des enseignants. Nombre de questions, sans réponse, inquiètent. Nous arriverons, en 2026, à la fin du cycle du fondamental qui a travaillé avec méthode et rigueur, mobilisant toutes ses forces vives : enseignants, directions, PO, CSA, ...

Dans ce moment de turbulences deux éléments sont importants ; d'une part se souvenir du sens du projet et de sa méthode qui forment un tout et, d'autre part, éviter de se mettre la tête dans le sable en ignorant les points de vigilance indispensables pour gérer le changement.

Le Pacte a deux grandes visées

La première est la volonté de construire un trajet de formation qui propose à tous et toutes un tronc commun polytechnique. Il y a la visée audacieuse et novatrice de considérer que, jusque 15 ans, on met un maximum de moyens pour augmenter l'acquisition par tous des compétences de base. Nous entrons alors dans l'école de la réussite qui se veut inclusive. On a aussi voulu travailler à la révision des contenus matières jouant la carte de

la modernité incluant notamment la formation au numérique, l'approche polytechnique, culturelle et artistique et le latin pour tous. Elle vise à atténuer les différences de compétences scolaires qu'une société composée de groupes sociaux, de classes sociales et multiculturelles engendre.

La seconde se base sur le principe de l'autonomie des établissements dans un cadre que les contrats d'objectifs précisent. On y fait le pari d'une dynamique positive entre convergence des missions de l'école et projet spécifique des établissements. Dis autrement, on veut affirmer la confiance que la société place en les acteurs de l'école.

Le SeGEC, et plus particulièrement la Direction de l'enseignement secondaire, vient de commencer à mobiliser les enseignants pour un cycle d'accompagnement des équipes pédagogiques sur les futurs programmes. Ils seront 7000 à s'impliquer. C'est essentiel dans une dynamique de changement aussi significatif.

Pour réussir, il faut aussi oser mettre sur la table ce qui interroge. Sans être exhaustif, se pose la question de la pénurie d'enseignants particulièrement dans certaines matières (numérique...), se pose la question de la transition vers une voie qualifiante sur 3 ans avec la suppression des 7TQ, en lui conservant son employabilité et son accès à l'enseignement supérieur. Se pose aussi la question de que faire des jeunes qui n'arrivent pas à s'accrocher au système de l'école, se pose aussi la question d'une orientation du jeune réfléchi et concertée en fin de 3^e...

La réussite du Pacte, c'est une dose de conviction, une pincée d'audace et du leadership pédagogique. Si nous nous asseyons, les enseignants vont décrocher alors on écoute, on répond point par point aux interrogations et on tient avec cohérence le cap, nous attendons du gouvernement la même attitude constructive et loyale à cette réforme ambitieuse. ■

Natifs numériques, mais pas experts :

l'importance de renforcer les compétences numériques des jeunes

GÉRALD VANBELLINGEN

Le numérique imprègne tous les aspects de notre vie. Les jeunes, souvent qualifiés de génération digitale, semblent à l'aise avec les outils numériques. Mais cette familiarité ne garantit pas la maîtrise, de même que l'utilisation ne garantit la compréhension. Dans ce dossier d'*Entrées libres*, on met l'accent sur l'importance, pour l'école, de sensibiliser les jeunes au numérique, à son utilisation, à ses dangers, mais aussi à ses opportunités. Comme point de départ, on s'est intéressés à l'enquête #Génération2024 menée par Média Animation ASBL et le Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias (CSEM). Une enquête qui avait pour objet justement : « *les jeunes et les pratiques numériques* ».

La génération Z, ces jeunes nés entre la fin des années 1990 et le début des années 2010, est souvent perçue comme une génération numérique et hyperconnectée. Soit des jeunes presque nés avec un smartphone dans la main et qui ont grandi au milieu de réseaux sociaux et d'applications de plus en plus omniprésents. Et dont on a l'impression qu'ils les maîtrisent sur le bout des doigts, de manière presque innée. Mais cette image est-elle réellement fondée ou tient-elle plus d'un mythe, construit à partir des propres projections des générations antérieures ?

Car si les jeunes semblent bien souvent plus à l'aise avec la technologie que leurs parents ou grands-parents, derrière cette aisance apparente se cachent également de nombreuses lacunes, comme de grosses difficultés à maîtriser – ou à simplement utiliser – des logiciels bureautiques de base comme Word ou Excel. Il en va de même pour l'utilisation des réseaux sociaux. Si beaucoup savent créer des posts attrayants en deux temps trois mouvements, combien savent comment les algorithmes influencent ce qu'ils voient et partagent ?

Afin de mieux comprendre les liens entre les jeunes et le numérique, nous nous sommes penchés sur l'enquête #Génération2024, menée par Média Animation et le Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias (CSEM). Cette étude s'intéresse aux usages numériques des jeunes, avec pour objectif d'observer leurs pratiques et d'en dégager quelques tendances chiffrées et objectives, sans porter de jugement de valeur. Voici un aperçu des principaux enseignements. Dispose d'un menu contextuel

Le GSM au cœur des usages numériques des jeunes

Comme l'avait déjà mis en évidence l'enquête #Génération2020, le téléphone est au cœur des usages numériques des jeunes. Toujours à la première place pour les ados, il devient désormais le 2^e appareil le plus utilisé chez les enfants, juste derrière la télévision. « *La nette différence qu'on constate, c'est que désormais les jeunes ont souvent accès à un smartphone dès la 5^e primaire, contre la 1^{re} secondaire auparavant* », explique Anne-Claire Orban de Xivry, directrice de Média Animation ASBL. « *Toutefois, les primaires n'ont accès à internet que dans 38% des cas, contre 82% en 1^{re} secondaire. L'idée que les enfants n'aient pas accès aux réseaux sociaux avant les secondaires est donc encore bien ancrée.* »

YouTube et TikTok font toutefois office d'exception en la matière puisque 81% et 27% des enfants âgés de 6 à 10 ans y ont accès.

« *La raison principale de l'arrivée plus précoce des smartphones vient principalement des parents. Ils ont ce souci sécuritaire, de savoir où se trouvent leurs enfants, s'ils vont bien, etc.* », ajoute Anne-Claire Orban de Xivry. « *De notre côté, ce résultat souligne surtout l'importance de sensibiliser les jeunes de plus en plus tôt au numérique et à leurs dangers.* »

Les dangers du numérique abordés à l'école

En termes de sensibilisation aux dangers du numérique, il ressort de l'enquête #Génération2024 que si dans la sphère familiale, des règles sont bien souvent mises en place – et acceptées - ces dernières s'envisagent surtout en termes de limites d'utilisation (1 heure maximum par jour, seulement le mercredi, etc.). Le dialogue quant aux risques liés à cette utilisation sont cependant beaucoup plus variables en fonction de l'âge, du milieu social ou du genre.

« *Le numérique semble bien plus abordé sous l'angle des dangers, ce qui est positif* », continue Anne-Claire Orban de Xivry. « *Car cela permet aux jeunes comme aux ados d'aborder les thématiques comme le harcèlement en ligne, la cybersécurité, la vie privée en ligne, etc. Cependant, on voit qu'il y a encore des progrès à faire en tenant compte des intérêts des jeunes. La thématique des jeux vidéo ou des influenceurs est, par exemple, très peu abordée à l'école ou en famille alors que c'est la première pratique numérique des ados et parmi les premières chez les enfants. On voit donc qu'il y a un réel enjeu pour l'école (et la famille) à combler ce décalage entre les pratiques réelles des enfants/ados et les accompagnements mis en place.* »

Le paradoxe de l'accès aux informations

Parmi les pratiques numériques les plus répandues des élèves âgés de 14 à 18 ans, figure notamment la volonté de s'informer sur l'actualité. Si celles-ci sont disponibles partout via les médias traditionnels, la télévision, les réseaux sociaux, les applications et autres, le mode de consommation des informations par les jeunes révèle un paradoxe.

Car si 78% des ados identifient les réseaux sociaux comme des sources capables de véhiculer des fake news, ce sont via ces mêmes réseaux sociaux qu'ils s'informent le plus largement. Les jeunes ont conscience que les médias traditionnels sont plus fiables mais ne s'y rendent plus car ils ne les jugent pas attrayants. « *Cette prise de conscience par rapport aux fausses informations que véhiculent les réseaux sociaux est positive. Mais on voit également qu'ils acceptent de consulter des sources potentiellement fausses et ça c'est interpellant. Même si ce comportement touche toute la société en général.* »

Si nous n'avons fait que survoler quelques-unes des nombreuses tendances observées par l'enquête #Génération2024, cette dernière met notamment en évidence l'importance d'un accompagnement numérique dans les écoles afin de mieux préparer leurs élèves aux réalités du monde de plus en plus digitalisé. ■



© Lukas

Prenez part à une nouvelle enquête !

Comment les jeunes consomment-ils ? Confrontés à un univers médiatique riche en appels à la consommation (influenceurs, jeux vidéo, monnaies virtuelles, placements de produits...), comment se repèrent-ils ? Perçoivent-ils les enjeux économiques des plateformes ? Qu'est-ce qui fait sens, pour eux, en termes d'achats en ligne ?

Ces questions vous intéressent ?

Alors, Média Animation ASBL vous invite à prendre part à une nouvelle enquête : #Génération2024 : Les jeunes et la consommation en ligne avec vos élèves (entre la 3^e et la 6^e secondaire ; tous réseaux confondus).

Informations et inscriptions :

bit.ly/MediaAnim-enquete

info@generation2024.be



© Ron Lach

Les jeunes se perçoivent comme très compétents

Point très intéressant de l'enquête #Génération2024, la perception des jeunes sur leurs propres compétences numériques. 56% des ados estiment ainsi « *pouvoir être capables de faire tout ce qu'ils veulent avec leurs appareils* ». Et quand on leur demande de se comparer à leurs parents, les résultats sont nets : 69% s'estiment nettement plus compétents que leurs aînés.

Une auto-perception très positive des jeunes qui soulève toutefois quelques questions. Cette vision de leurs propres compétences est-elle justifiée ? Et puis, comment dans cette optique, faire accepter à ces jeunes d'être sensibilisés aux dangers, risques et opportunités des outils numériques par des aînés (leurs profs ou leurs parents) qu'ils perçoivent comme moins compétents ?

L'ensemble des résultats de cette enquête sont accessibles via
bit.ly/MediaAnimation-Enquete2024



Parcours E-référent

Pour soutenir des pratiques pédagogiques numériques de qualité

GÉRALD VANBELLINGEN

Promouvoir des pratiques numériques de qualité dans les écoles et accompagner les collègues qui le désirent à mettre en place ces pratiques innovantes. Telle est la mission des E-référents dans nos écoles secondaires. Une fonction née en 2019 et pour laquelle un parcours de formation « E-référent » est depuis proposé aux enseignants. Étala sur deux années, ce parcours permet aux enseignants de revêtir un rôle de technopédagogue en école.



©Julia M Cameron

Sil est important de sensibiliser les jeunes aux outils numériques, il est tout aussi important que cette sensibilisation soit réalisée par des enseignants qui sont à l'aise avec ces mêmes outils. Dans le secondaire, depuis 2019, un parcours de formation « E-référent » est proposé par l'Institut de formation de l'enseignement catholique (IFEC). Chaque année, plus d'une centaine d'inscrits bénéficient de formations préparées par Evelyne De Commer (à l'origine du projet), responsable de la Cellule pédagogique (secondaire) à l'IFEC, Loïc Sartieaux et Mélissa Johnen, formateurs technopédagogiques.

« Le projet E-référent est né d'un voyage d'étude Erasmus+ interne au SeGEC et baptisé : "Des pratiques aux PractICES pédagogiques efficaces". Un projet mené avec des écoles ainsi que cinq de ce qui était encore des Fédérations de l'Enseignement du SeGEC (les ancêtres des Directions actuelles, NDLR). Un projet pour lequel on s'est rendu en Slovénie, en Tchéquie et en Norvège », se souvient Evelyne De Commer. « Et j'étais dans l'un de ces voyages quand l'idée d'E-référent m'est venue car il m'est apparu qu'il manquait un acteur clé au sein des écoles en général. Quelqu'un qui s'intéresse au numérique pédagogique, qui connaît les équipes pédagogiques au sein des écoles et qui pourrait donc être un soutien à la mise en place de pratiques pédagogiques numériques de qualité. Avant de se lancer, on a alors mis en place un focus group avec des CSA, des enseignants et des directions. L'idée était d'élaborer un parcours de formation qui soit au plus proche des besoins du terrain, avec des thématiques basées sur les axes prioritaires de la formation secondaire. »

Exploiter les opportunités pédagogiques numériques

Nous voilà en novembre 2019. L'idée de base du parcours « E-référent » était née : « promouvoir et soutenir des pratiques pédagogiques numériques de qualité dans nos écoles grâce à un nouvel acteur interne aux écoles, les "E-référents". »

Depuis, si le parcours de formation « E-référent » s'est continuellement mis à jour en termes de contenus, son organisation générale est restée assez similaire. « Le parcours s'étale sur deux années », précise Loïc Sartieaux. « Pendant la première année, on se concentre surtout sur l'aspect pédagogie numérique au cours de cinq jours de formation. Avec de la découverte et de la manipulation d'outils numériques, toujours dans l'optique, non pas de maîtriser un outil, mais de savoir en quoi il peut être intéressant d'un point de vue pédagogique. La seconde année est, elle, dédiée à l'approfondissement de thématiques au choix au cours de minimum quatre journées de formation. »

Parmi ces thématiques, on retrouvait cette année, par exemple, la robotique, l'évaluation, l'IA, les aménagements raisonnables, la gamification, le podcast pédagogique ou encore la différenciation.

« Pour la différenciation, par exemple, les participants à la formation peuvent découvrir comment différencier à l'aide du numérique avec des ateliers pratiques autour de Genially ou de Typebot », conclut Loïc Sartieaux. « L'idée est de mettre la main dans le cambouis pour créer des séquences de cours. Avec cette idée de les construire, de les tester et de les amener à réfléchir sur le "comment je peux transférer ça à mes collègues en tant qu'E-référent." » ■

Intéressé(e) par les pratiques technopédagogiques et l'accompagnement aux collègues ?
Le parcours « E-référent » devrait vous intéresser !
Plus d'infos : bit.ly/ERef2425



UCLouvain :

Vers une solution d'aide à l'étude grâce à un outil d'IA générative éthique, gratuit et accessible à tous

GÉRALD VANBELLINGEN

L'intelligence artificielle se retrouve partout dans notre société. Au sein du monde de l'enseignement supérieur, elle est même devenue indispensable pour de nombreux étudiants en période de blocus. Pourtant, l'utilisation de ChatGPT ou d'autres IA génératives n'est pas sans risques, notamment au niveau pédagogique. Pour pallier ces risques, l'UCLouvain réfléchit à rendre accessible un tel outil à tous ses étudiants et enseignants. Un outil éthique, respectueux des droits d'auteurs, des sources et de la vie privée.

Il y a deux ans maintenant, en mars 2023, votre magazine *Entrées libres* dédiait déjà un dossier au numérique à travers l'émergence de l'intelligence artificielle au sein du monde de l'éducation. Avec en point de mire le robot conversationnel qui attirait alors tous les regards : ChatGPT.

Deux ans plus tard, l'IA a confirmé son développement tous azimuts. Au sein du monde de l'enseignement supérieur, elle est même en passe de révolutionner le blocus de nombreux étudiants. Synthèses de cours, fiches de révision, questionnaires auto-générés, les fonctionnalités d'aides à l'étude ont été largement utilisées par les étudiants pour préparer les examens de janvier.

Utiliser l'IA de manière critique, prudente et réfléchie

« On est bien évidemment au courant de cette utilisation de l'IA générative mais dans les conditions actuelles, on ne peut, en tant qu'université, décemment pas encourager les étudiants à utiliser ChatGPT (ou d'autres IA similaires) pour réviser », explique Yves Deville, professeur à l'UCLouvain, conseiller du recteur pour l'Université numérique et chargé de mission IA. « La question de l'exactitude des informations, de leurs sources, de la sécurité et de la diffusion des données, de l'éthique, de l'impact écologique ou encore de la version payante du logiciel - et donc le fait qu'il ne soit pas accessible à tous - posent toujours question. Ce qui s'oppose à l'attitude que l'on veut inculquer à nos étudiants par rapport à l'IA en général. Soit une utilisation réfléchie, prudente et critique de ces outils. »

L'UCLouvain réfléchit à plusieurs solutions à mettre en place en matière d'aide à l'étude des étudiants. Il ne s'agit évidemment pas pour l'UCLouvain de créer un concurrent à

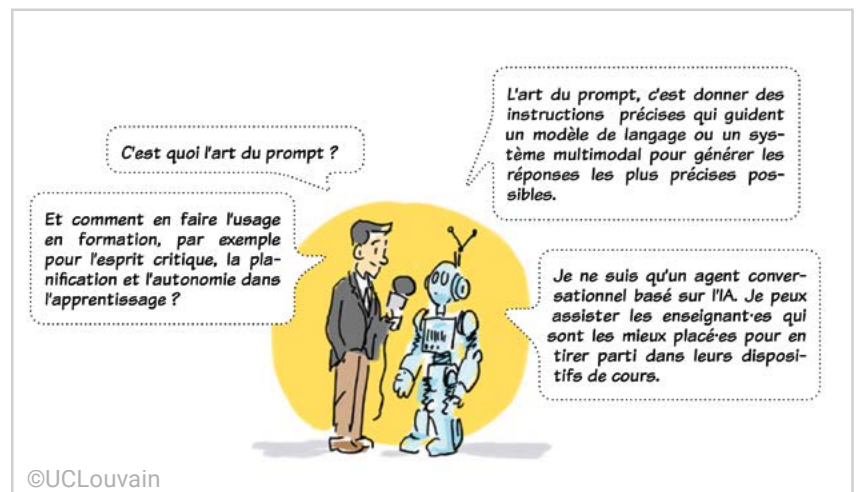
ChatGPT, une tâche impossible à l'échelle universitaire, mais bien de définir une IA générative qui servira de base à l'outil numérique imaginé.

Un outil auquel les enseignants auraient accès

« Sur le fond, il est trop tôt pour se prononcer. Mais sur la forme, l'outil devra être gratuit et accessible à tous les étudiants, éthique, respectueuse des droits d'auteurs, des droits de diffusion, etc. », continue Yves Deville. « Avec un point qui me semble fondamental également : le fait que les enseignants eux-mêmes puissent y accéder. Dans l'idéal, ce serait les enseignants eux-mêmes qui iraient poster leurs cours, leurs notes ou syllabus. Pour que les étudiants puissent ensuite utiliser ce qui a été posté par les enseignants. »

Un accès des enseignants à l'outil résoudrait d'un coup les problèmes liés aux sources ou à la véracité des informations. « Cette réflexion est envisagée dans le cadre d'un groupe de travail sur l'intelligence artificielle générative mis en place voici un an. L'idée générale de ce groupe de travail consiste à travailler à une bonne utilisation de l'IA générative en incluant tous les acteurs du monde universitaire : les étudiants, mais aussi les enseignants, le personnel administratif et les chercheurs. »

Précision importante d'Yves Deville, l'intérêt principal de l'UCLouvain ne consiste pas à faire gagner du temps aux étudiants en période de blocus. « Qu'ils gagnent un jour de blocus en laissant l'IA générative réaliser leurs synthèses de cours ce n'est pas ça qui importe », conclut Yves Deville. « Ils peuvent gagner un jour et quand même rater leurs examens. Mais qu'ils puissent gagner du temps dans des tâches liées à l'aide à l'étude pour en tirer des bénéfices sur le plan pédagogique, là c'est très intéressant. » ■



Virage Numérique : 1 machine, 1 élève

GÉRALD VANBELLINGEN

L'ordinateur et le numérique en général sont porteurs d'énormément d'atouts du point de vue pédagogique. Encore faut-il qu'ils soient correctement utilisés et balisés. Pour accompagner les écoles du secondaire qui le souhaitent dans cette démarche, il existe le projet du Virage Numérique. Un dispositif pédagogique d'une durée de deux ans, qui repose sur l'implémentation du modèle 1 pour 1, soit un ordinateur par élève.

Accompagner les écoles du secondaire (ordinaire, CEFA ou du spécialisé forme 3 et 4) pour leur permettre d'intégrer le numérique dans leur quotidien, de manière transversale et en guise de soutien aux apprentissages. C'est la mission portée par le projet du Virage Numérique. Un projet qui vise et repose sur l'implémentation du modèle 1 pour 1 – soit un ordinateur par élève – que ce dernier pourra utiliser en classe, mais aussi ramener à la maison.

« L'idée du Virage Numérique, c'est que l'ordinateur peut apporter une plus-value aux cours dits plus classiques. Il ne vient en aucun cas remplacer le bic et le papier, mais apporter ses propres atouts, propices à des tâches pédagogiques et variées », explique Josette-Marie Houben, responsable de ce projet et coordinatrice des conseillers technopédagogues de la Direction de l'enseignement secondaire au SeGEC. « Mais pour que ce modèle soit possible et efficace sur le terrain, ce projet doit s'envisager dans toute sa globalité. En pensant au réseau qu'il faut mettre en place, au matériel nécessaire, à l'implication de l'école ou encore à la formation des enseignants. C'est un vrai projet transversal. »

Le dispositif se matérialise sur le terrain par un accompagnement sur mesure d'une durée de deux ans et comprend deux grandes phases (préparation et mise en œuvre) découpées en 7 étapes. Déployé à l'heure actuelle au sein de 70 établissements, ce dispositif nécessite toutefois certaines conditions pour qu'il soit développé de manière pérenne dans les écoles. ■

Toutes les infos sur le projet :
<https://bit.ly/Vir-Num>



(Ré)Écoutez le podcast de L'Heure de Fouche
dédié au projet du Virage Numérique :
<https://spoti.fi/42xsVV>



3^e édition le 24 mars à Wavre

La 3^e édition de la journée du Virage Numérique se tiendra le lundi 24 mars prochain à la Sucrierie à Wavre. L'idée consiste à donner des repères et de proposer des outils aux écoles qui se sont déjà engagées dans le projet, mais aussi à toutes celles qui voudraient se joindre à l'aventure du Virage Numérique.

Au programme de cette journée, des conférences, des ateliers pratiques, des stands, des tables rondes, la présence de partenaires clés – internes ou externes au SeGEC. Pour une journée d'échanges et de découvertes autour de l'IA, des technologies de réalité augmentée, du numérique durable, de la robotique, etc. Enfin, des activités très concrètes et à mettre en place en classe vous seront proposées, toutes branches confondues, dont la FMTTN : Formation Manuelle, Technique, Technologique et Numérique.

Il est à noter que cette journée labellisée IFEC peut être intégrée dans votre plan de formation. Emmenez votre portable ou votre tablette pour une journée riche en découvertes et en apprentissages ! ■

Inscriptions : bit.ly/Vir-Num-Inscription

La Centrale de Marchés : 26 500 PC fournis depuis 2023

Depuis plus de quatre ans, la Centrale de marchés de l'enseignement catholique met à disposition des écoles un marché de matériel informatique. Deux filières ont été prévues pour répondre aux besoins des écoles mais aussi des familles. Pour la filière « écoles », le matériel concerné comporte du matériel administratif, du matériel pour équiper l'école de manière générale ainsi que des laptops et Chromebooks. Pour la filière famille, seul le volet laptops et Chromebooks est accessible. Dans les deux cas, ces achats d'ordinateurs par les écoles et/ou par les familles se feront dans le cadre des circulaires 7919 et 8366 et revendus/mis à disposition des élèves. À savoir qu'un subside de 150 euros par élève est accordé dans ce cadre.

Pour acquérir le matériel, les écoles sont invitées à passer commande via la plateforme de la Centrale de marchés du SeGEC. Pour les familles, une plateforme propre à chaque école leur permettra de passer commande. Les technopédagogues du secondaire et du fondamental se tiennent à disposition des écoles pour les orienter au mieux. ■

Plus d'informations via : extranet.segec.be/contenu/cdm/1744

Des solutions pour équiper les écoles en numérique

GÉRALD VANBELLINGEN

Que les élèves soient de vrais cracks en matière d'informatique ou non, encore faut-il qu'ils puissent avoir accès à des ordinateurs ou à d'autres outils numériques à l'école ! Ce qui n'est pas toujours ni facile ni possible. Si la Centrale de marchés du SeGEC est une solution (voir page 10), d'autres pistes existent également. Des solutions qui ont le mérite d'être financièrement avantageuses, voire gratuites.

Parmi les solutions qui existent, on pointera l'ASBL Centre Zénobe Gramme, dont le SeGEC est partenaire. Une ASBL qui a fêté ses 20 ans d'existence en 2022 et dont les services ont bénéficié depuis toutes ces années à 337 écoles de l'enseignement qualifiant et spécialisé en Fédération Wallonie-Bruxelles. Sa mission ? Aussi simple que précieuse. L'ASBL récolte des dons matériels venus le plus souvent d'entreprises, d'institutions, d'associations ou encore de particuliers. L'équipement récupéré est ensuite redistribué aux différents établissements d'enseignement qualifiant et spécialisé qui en font la demande, lors de différentes périodes d'attribution. Le tout de manière entièrement gratuite.

« L'idée, c'est vraiment de récolter du matériel susceptible d'être utilisé dans tous les secteurs que couvrent le qualifiant », explique Simone Fafchamps, employée administrative de l'ASBL. « On récolte donc des ordinateurs et autre matériel informatique – qui sont testés et vérifiés – mais aussi du matériel destiné à l'industrie, à l'agronomie, à l'hôtellerie, du mobilier, etc. Ou parfois un peu plus original, comme des fausses plaies, par exemple qui ont servi aux écoles qui proposent une option Service aux personnes. »

De quoi fournir un soutien pédagogique aux écoles et leur permettre d'investir ailleurs que dans ce matériel. « Généralement, trois périodes d'attribution sont proposées chaque année scolaire », conclut Simone Fafchamps. « Pour la suivante, les écoles intéressées pourront formuler des demandes sur notre catalogue



©DR

en ligne du 14 au 25 avril prochains. Et le matériel pourra être récupéré le 19 mai. Je précise au passage qu'il n'y a pas d'ordre d'arrivée. Le matériel disponible est alloué en fonction des besoins et surtout des options proposées dans chaque école. »

En 2023, 110 établissements scolaires avaient pu bénéficier de 202 donations au cours de trois différentes phases d'attribution. Depuis 2002, et la création de l'ASBL, ce sont 337 écoles qui ont pu bénéficier des 2641 donations récoltées. Il est à noter que le Centre Zénobe Gramme est financée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

25.000 ordinateurs portables redistribués aux écoles

« Comblent la fracture numérique et aider tous les enfants et jeunes de 6 à 25 ans à la dépasser ». Telle est la mission que s'est fixée Digital for Youth depuis sa création en 2019. Et pour y arriver, l'ASBL créée par DNS Belgium et Close The Gap, s'est donné pour objectif de collecter autant d'ordinateurs portables que possible pour ensuite les redistribuer aux écoles ainsi qu'à des organisations sociales et éducatives à destination de la jeunesse.

Une redistribution qui fait suite au reconditionnement complet des ordinateurs. De quoi faire d'une pierre deux coups en offrant à la fois une seconde – voire une troisième – vie à ces ordinateurs tout en soutenant activement le développement des compétences numériques chez les jeunes.

Depuis sa création, l'ASBL a ainsi redonné vie à 25.000 ordinateurs portables. Des chiffres impressionnants, avec l'année 2020 en point d'orgue. En pleine crise du covid, 13.261 ordinateurs portables avaient été distribués aux écoles en Flandre, à Bruxelles ou en Wallonie. En 2023, sur les 5679 ordinateurs récoltés, l'ASBL avait réussi à en remettre 2045 à neuf, au profit de 96 organisations et écoles.

Précisons encore que si les dons d'ordinateurs venus de privés ne sont pas acceptés par Digital for Youth – pour rendre le reconditionnement plus efficace – les dons financiers sont évidemment les bienvenus. ■

Plus d'infos sur l'ASBL Centre Zénobe Gramme :
zenobegramme.be/



Pour demander des ordinateurs portables en tant qu'école,
les modalités sont expliquées sur le site internet de l'ASBL :
digitalforyouth.be/fr/



« MACHINES ET MOI »

Un spectacle de l'IMEP mêlant humanité et technologie

VICTORIA MAGNETTE

En décembre dernier, les étudiants de la section pédagogique de l'IMEP (Institut Royal Supérieur de Musique et de Pédagogie) de Namur ont présenté une œuvre originale : « *Machines et moi* ». Le spectacle interroge notre rapport aux machines dans un monde de plus en plus technologique. Au cœur de cet ambitieux projet artistique, se déploie un message puissant : celui de la recherche du lien humain à travers la musique, au-delà des écrans et des engrenages.

« *Machines et moi* » est bien plus qu'un spectacle. Fruit d'un travail de plusieurs mois mené sous la direction de Catherine Debu, professeure du cours de créativité, avec une mise en scène signée par Vincent Dujardin, cette prestation est le résultat d'une collaboration et de l'utilisation des compétences interdisciplinaires des étudiants. Ces derniers, futurs enseignants en musique, ont exploré la thématique des machines et de leur place dans notre vie quotidienne.

« Pour être un bon professeur, il faut avant tout être un artiste », insiste Catherine Debu enseignante à l'IMEP. Selon elle, la création artistique est un formidable levier d'apprentissage. « C'est tout le chemin de la créativité qui est beau », ajoute-t-elle avec passion. Ce chemin, ses étudiants l'ont parcouru par étapes, depuis septembre via une mise en projet collective.

Réalisé à raison de deux heures par semaine lors des cours de créativité, puis intensifié durant les répétitions juste avant les représentations, le spectacle est un véritable aboutissement pédagogique et artistique. Instruments, sons, chants et visuels se sont harmonieusement mélangés pour donner vie à une prestation aussi réflexive qu'émouvante.

Une réflexion autour des technologies modernes

Le thème du spectacle varie chaque année. Pour cette édition, la technologie s'est imposée comme sujet central. Le spectacle a cherché ainsi à replacer la machine dans une perspective humaine, soulignant le besoin de se retrouver, plutôt que de se perdre chacun derrière un écran. La prestation ne se contente pas de montrer des machines ou de parler de leur impact : elle invite à ressentir. Les rythmes répétitifs, les effets sonores et les jeux de lumière soulignent le pouvoir à la fois attractif et oppressant des technologies modernes.

Dans la représentation, l'émotion est centrale. Les étudiants ont apporté leur touche personnelle à la création collective, en mélangeant leurs différentes visions et sen-

sibilités. « Au final, le spectacle est une mise en commun de toutes nos idées compilées durant les ateliers de créativité », expliquent Juliette Lorand De Kuysse et Margaux Le Bussy, deux étudiantes de l'IMEP.

Ce projet est aussi une façon de valoriser les bienfaits de la musique dans l'éducation, tant pour les enfants que pour les adultes. Plusieurs représentations du spectacle étaient d'ailleurs ouvertes aux écoles. Pour les futurs enseignants en musique formés à l'IMEP, cette expérience est un passage essentiel dans leur parcours. Elle leur permet d'expérimenter un projet collaboratif, de mettre en pratique des apprentissages, mais surtout, d'étayer leur sensibilité artistique.

Enfin, le message central de « *Machines et moi* » est une invitation. Il convie chacun d'entre nous à se reconnecter aux choses simples et essentielles de la vie. Dans un monde saturé de notifications et d'algorithmes, il est temps de ralentir, d'écouter et de partager ensemble ce que nous avons de plus précieux : l'instant présent. ■

IMEP

Lien vers la chaîne YouTube :



bit.ly/IMEP-Videos

Page facebook section pédagogique :



bit.ly/IMEP-FbPeda



Le spectacle « *Machines et Moi* » créé par les étudiants ©Thierry Gridlet

LE HELPDESK :

« Un travail qui demande patience et pédagogie »

PAULINE JANS

Derrière chaque voix, il y a une histoire. Vous connaissez sans doute sa voix, mais connaissez-vous son visage ? Depuis près de dix ans, Laurence Granfatti est à l'autre bout de la ligne, gérant le helpdesk avec patience et pédagogie. Ce support aux écoles est essentiel, mais pour elle, c'est bien plus qu'une fonction : c'est une mission qui a du sens. Aujourd'hui, Laurence nous raconte son parcours, riche d'expériences et de défis, le temps d'une page.

C'était déjà il y a 25 ans que notre Madame Helpdesk a fait ses premiers pas au sein du SeGEC. « J'enseignais depuis à peu près un an lorsque j'ai reçu un coup de téléphone du directeur du Service de recherches et de développements pédagogiques (Serdep) de l'époque, Jacques Vandenschrik. Il avait eu mon contact grâce au directeur de mon ancien collège ». C'est donc après un régendat en français, histoire et latin que Laurence Granfatti rejoint l'équipe en tant que secrétaire administrative.

Très vite, Laurence multiplie les casquettes. En plus de sa fonction au sein du Serdep, elle accepte de gérer le secrétariat de l'ADMEE-Europe dont l'un de ses collègues est responsable. En parallèle, elle prend part à l'organisation de la 1^{re} Université d'été. « À l'époque, rien n'est vraiment informatisé. On faisait les inscriptions sur des grandes feuilles pour pouvoir effectuer la répartition dans les ateliers. Le système était archaïque », raconte-t-elle.

« Un jour, j'ai voulu voir un peu autre chose »

Alors que le Serdep devient le Service d'études tel qu'on le connaît aujourd'hui, Laurence ne trouve plus de sens dans la fonction qu'elle exerce. En 2017, un

accord est trouvé : elle garde un pied au sein du service mais intègre l'équipe du helpdesk pour l'Extranet. « J'étais des deux côtés mais ce n'était pas toujours évident. De fil en aiguille, on m'a demandé de rejoindre la Centrale de marchés », explique-t-elle.

En effet, le helpdesk ne reçoit pas uniquement des appels pour l'Extranet. De nombreuses questions concernent aussi la plateforme de commandes développée par la Centrale de marchés. Elle change alors de casquette pour se consacrer davantage au support des écoles.

« Merci pour votre patience, vous m'avez bien expliqué »

Grâce à ses nouvelles fonctions, Laurence se rend compte que c'est ce contact avec les écoles qui lui avait manqué durant ces années. Les études qu'elle a menées trouvent écho dans son quotidien. « Il faut être pédagogue et patient pour expliquer aux directions et aux enseignants comment fonctionnent les plateformes. C'est essentiel de ne pas s'énerver. Finalement c'est comme être prof : il faut parfois répéter plusieurs fois la même chose et ce, calmement. C'est là que je

sens que ma formation de professeur est utile ». Chaque jour, Laurence reçoit une série d'appels ou de mails sur des questions liées à l'Extranet ou à la plateforme de commandes de la Centrale de marchés. Et c'est là qu'elle tire le plus de satisfaction.

Au fil de l'année, Laurence connaît des périodes plus intenses que d'autres. Du côté de l'Extranet, les fins d'année scolaire sont mouvementées : les enseignants du fondamental et du secondaire doivent encoder les résultats de leurs élèves. Côté Centrale, c'est au mois de novembre et dès le mois d'avril que Laurence est la plus sollicitée. Il faut anticiper les besoins en matériels pour être prêt à la rentrée. Dans ces moments, Laurence rêverait d'un bureau isolé du bruit. « Parfois les écoles me disent qu'ils ne m'entendent pas bien ce que je leur dis. Malheureusement je n'ai pas de solution miracle actuellement », confie-t-elle.

Aujourd'hui, bien que le nombre d'appels quotidien soit impossible à quantifier, Laurence confie qu'elle a trouvé sa place au sein d'une fonction qui lui fait sens. Ce travail d'accompagnement est essentiel pour elle. « Le contact, c'est vital pour moi. Tu me retires ça, je m'éteins. » ■



Laurence Granfatti ©DR

KIT SIMÉO : la ludopédagogie au service de l'éducation au choix des jeunes de 11-14 ans

GÉRALD VANBELLINGEN

Mêler éducation au choix et ludopédagogie, un pari plutôt difficile à première vue mais relevé haut la main par le SIEP (Service d'information sur les Études et les professions) de Wavre. Avec ce kit pédagogique Siméo, le SIEP a voulu proposer des outils différents et innovants pour aider les professionnels de l'éducation à mieux outiller les jeunes de 11 à 14 ans à devenir acteur de leur propre orientation.

« Malgré les années qui passent et les outils qu'on développe ou qui sont développés en matière d'éducation au choix, j'ai pu constater que les jeunes sont toujours inquiets et assez démunis face à cette question de l'orientation », explique d'entrée Fabienne Effinier, psychologue conseillère en orientation au SIEP de Wavre. « Avec cette BD – l'idée de base de ce projet – et puis le jeu de société, on a voulu proposer aux professionnels de l'éducation des outils et activités clefs en main, qui parlent aux jeunes et leur permettent de s'impliquer pleinement et activement dans cette démarche de l'orientation positive tout en s'amusant. »

Outre ce jeu (« Métiers Secrets »), et cette BD « Les réflexions de Siméo – Qui serai-je dans 20 ans ? », deux carnets pédagogiques et un carnet personnel viennent compléter l'offre de ce kit. De quoi en faire un soutien complet et varié aux professionnels de l'éducation qui ont pour mission d'apprendre aux jeunes à s'orienter. Un soutien qui se veut simple d'accès, modulable et novateur dans son approche.

Des pistes pour aider les jeunes à construire leur orientation

« L'accent est mis sur la préparation des jeunes avant leur prise de décision, alors que la plupart des autres outils sont là pour aider les jeunes à prendre leurs décisions », poursuit Fabienne Effinier. « Ici, il n'y aura pas de réponse finale, de résultat, ni de test d'orientation. L'idée, c'est vraiment d'apprendre aux jeunes à avoir des points de repère pour mieux construire leur choix futur et à être actif dans cette construction. »

L'idée est qu'ils puissent au fur et à mesure construire des choix plus complexes et réfléchis. Et ce en travaillant sur les 3 axes majeurs de l'éducation au choix : la connaissance de soi, la découverte du monde professionnel et la structure du monde de l'enseignement.

« De cette manière, ils pourront petit à petit lier leurs intérêts personnels aux réalités des métiers qui les attirent et ensuite aux formations qui amènent à ces métiers », poursuit la conseillère. « Mais tout en gardant en tête que ce cheminement peut et va certainement évoluer dans le temps au gré de leurs rencontres, de leur environnement, de leurs envies et de la construction de leur identité propre. »

Nourrir la réflexion, pas prendre des décisions

Développé à l'initiative du SIEP de Wavre par Fabienne Effinier (à la conception et à la coordination), ce kit Siméo a été développé pour des enseignants de la fin du primaire et du début du secondaire. Mais aussi en partie par ces derniers. « Je voulais absolument que les outils parlent à la fois aux enseignants et aux élèves. Il était donc naturel que je fasse appel aux principaux concernés pour développer le kit Siméo. Un développement qui aura demandé 3 ans de travail en tout », conclut-elle. « Je voudrais d'ailleurs encore remercier tous ceux qui ont contribué au projet. Dont Elk' et Weika, un couple d'auteurs/illustrateurs venus du monde de la BD. Ils ont su richement illustrer l'ensemble des supports du kit Siméo et ce sont eux qui ont, en outre, conçu le principe même du jeu de société "Métiers Secrets". »

Si le kit est entièrement développé, le SIEP de Wavre travaille actuellement à la mise sur pieds d'ateliers de formation. Des ateliers destinés aux enseignants qui souhaiteraient mieux se familiariser aux différentes ressources du kit. Il est à noter que le kit Siméo a bénéficié du soutien de la province du Brabant wallon ainsi que de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Un kit qui a notamment été récompensé par le prix « Forma d'Or 2024 » (catégorie Orientation). ■



Tout savoir sur l'éducation au choix

Pour aller plus loin ou pour s'informer sur la philosophie générale de l'éducation au choix, nous ne saurions trop vous conseiller de vous rendre sur le site de l'éducation au choix du SeGEC. Ce site met à disposition des acteurs de l'enseignement secondaire un ensemble de ressources pour l'appropriation de cette dynamique et sa mise en œuvre. Il fait également le lien avec l'ensemble des formations proposées en la matière par l'IFEC.



bit.ly/SeGEC-Ressources



.....
Elk' & Weika,
Les réflexions de Siméo.
Qui serais-je dans 20 ans ?,
 SIEP,
 21 p.

**« Les Réflexions de Siméo
 Qui serai-je dans 20 ans ? »**

En compagnie de Siméo et de ses nouveaux amis, les jeunes explorent cette question toute simple et pourtant très complexe : qui serai-je dans 20 ans ? Une BD qui invite les jeunes à partir à la découverte du monde professionnel qui les entoure tout en leur montrant, via le cheminement de Siméo, que leurs envies et projections futures peuvent évoluer au gré des rencontres et de leurs réflexions. Une invitation à la curiosité pour leur permettre de mieux se connaître. ■



« Métiers secrets – Découvre des métiers et imagine leur évolution »

Grâce à 180 cartes indices (et des cartes jokers), les jeunes jouent à deviner le plus grand nombre des 60 métiers illustrés – et répartis en 5 secteurs différents d'activités professionnelles. Plusieurs variantes des règles sont proposées aux enseignants qui voudraient le tester en classe afin de varier les plaisirs ou de trouver celle qui correspond le mieux à son public. Enfin, deux activités complémentaires sont liées au jeu « Métiers Secrets ». La première de ces activités leur demande d'imaginer l'évolution des métiers au moyen d'une affiche jointe au jeu. La seconde leur permet de découvrir la diversité des filières de formations qualifiantes au moyen d'annexes jointes au jeu. ■

Les carnets d'activités pédagogiques et le carnet personnel



Derniers éléments de ce kit et non des moindres, les carnets. Les deux carnets d'activités pédagogiques portent parfaitement bien leur nom et proposent autant d'activités clefs en main destinés à donner des repères aux jeunes qui s'engagent sur le chemin de l'orientation. Des activités liées à la fois à la BD « Les réflexions de Siméo – Qui serai-je dans 20 ans ? », au carnet personnel ou à des annexes fournies dans le kit.

Le carnet personnel propose de son côté aux jeunes de découvrir le monde professionnel en réfléchissant à leurs centres d'intérêt et à leur environnement direct. Pour ensuite faire le lien avec des professions possibles. De quoi nourrir les choix qui se présenteront tout au long de son parcours scolaire. ■

Intéressé(e) par ce kit pédagogique Siméo ?

Rendez-vous sur portail.siep.be (onglet publications). Les différents outils sont commandables via différents kits proposés, ou disponibles en téléchargement gratuit. En tant qu'établissement scolaire, il est à noter que vous pouvez acquérir ce matériel grâce à la subvention Manolo.



CONCOURS

Nous vous proposons de remporter un exemplaire de ce kit pédagogique Siméo (la BD, les carnets pédagogiques et personnel, le jeu « Métiers Secrets »).

.....
 Pour participer au concours, envoyez un mail à redaction@entrees-libres.be avant le **17 mars**.

Nous recontacterons personnellement le (la) gagnant(e) du tirage au sort. ■



La fin des 7TQ et après...

ARNAUD MICHEL

C'est une mesure qui a fait couler beaucoup d'encre fin 2024 et qui continue d'alimenter les conversations dans le monde de l'enseignement. Les inquiétudes et les questionnements également. Cette mesure, c'est la fin systématique des filières de 7^e Technique de qualification (7TQ) dans l'enseignement secondaire (hors 4 dérogations) et l'impossibilité pour les élèves majeurs porteurs d'un CESS et d'un Certificat de qualification (CQ) de s'inscrire en 7^e.

Qu'y a-t-il réellement derrière cette mesure ? Quelles sont les perspectives pour les établissements scolaires ? Pour les élèves ? Pour les enseignants ? Quelle est la position du SeGEC dans ce dossier ? Qu'est-ce qui est mis en place pour accompagner les écoles secondaires et les établissements d'enseignement pour adultes ? *Entrées libres* vous propose un décryptage en compagnie de Jeny Clavareau, directrice pour l'enseignement pour adultes au SeGEC et Patrick Lenaerts, son homologue pour le secondaire.

Dans son décret-programme voté par le parlement le 11 décembre dernier, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a donc inséré une mesure mettant fin à l'accès à la 7^e TQ pour les élèves déjà titulaire d'un CESS et d'un CQ ; les invitant à poursuivre leur formation dans l'enseignement pour adultes. Ce niveau d'enseignement sera à l'avenir chargé d'organiser ces 7TQ dans une logique de spécialisation complémentaire

pour un public adulte. Cette année est une possibilité pour l'élève de se perfectionner dans la filière qu'il a suivie jusqu'alors.

Fin janvier, à l'occasion d'une interview sur les ondes de La Première, la ministre Glatigny expliquait en substance que pour un élève qui a obtenu son CESS, qui est majeur, l'enseignement obligatoire a fait le job pour lui. Considéré dès lors comme un adulte, sa place est dans l'enseignement pour adultes, et plus dans l'obligatoire.

La méthode

Au-delà de la mesure, la méthode pose question. En effet, cette décision a été prise sans concertation alors que celle-ci a toujours été la méthode de travail appliquée dans le cadre des travaux du Pacte pour un Enseignement d'excellence, depuis 2017.

Si, dans le cadre de la mise en place du tronc commun, le Pacte était clair sur la suppression de la 3^e P/TQ, l'avenir de la 7^e

TQ n'était pas tranché. La question était posée de savoir si c'était dans l'enseignement obligatoire qu'un jeune dans cette situation devait poursuivre sa formation. Mais cette question devait faire l'objet d'un débat... qui n'a pas eu lieu.

« En outre, la déclaration de politique communautaire (DPC) n'évoque aucunement la question de 7^e. Elle évoque une réforme systémique de la formation et de l'enseignement qualifiant qui devrait être réalisée en partie au cours de cette législature. Le "en partie" a son importance. Et puis, à la mi-octobre, on reçoit un décret-programme, qui est normalement un décret sur le budget. On voit apparaître une mesure qui est loin d'être une mesure budgétaire. D'une part, la suppression d'une série de 7TQ dans l'enseignement secondaire mais aussi la modification des conditions d'accès à plusieurs 7^e professionnelles. Ces mesures n'ont pas été concertées et ont provoqué un énorme choc », explique Patrick Lenaerts.

L'impact sur l'élève et sur les écoles

Ces mesures, elles touchent avant tout les élèves. « Il y a une vraie rupture du contrat moral. Des élèves sont aujourd'hui engagés dans un parcours. Pour certains, la 7^e est la consécration. Ils ne pourront pas la faire dans l'école dans laquelle ils avaient envisagé ce parcours », regrette le directeur pour le secondaire au SeGEC. « Comment parler de revalorisation de l'enseignement qualifiant quand on supprime les options faitières de parcours, quand on supprime des certificats de qualification qui sont parfois au plus haut niveau du cadre francophone, quand on supprime des 7^e fleurons dans certains établissements, quand on supprime des 7^e qui sont l'identité d'un établissement ? »

L'impact global de ces mesures est difficilement chiffrable. Il y aura un impact école par école. À cela s'ajoute la réduction de 3% des heures NTPP (nombre total de périodes professeurs). « Si vous aviez 100 heures pour organiser le 2^e et 3^e degré qualifiant, vous en perdez 3. Multipliez cela par le nombre d'heures dans les écoles... En outre, les élèves qui ne poursuivront pas leur parcours dans le secondaire, ne promèteront plus pour l'école des moyens d'encadrement en heures NTPP mais aussi en subventions », détaille Patrick Lenaerts qui s'insurge par ailleurs sur une disposition du texte voté en décembre. « Le gouvernement a été jusqu'à exclure du comptage arrêté au 15 janvier 2025, les élèves qui seraient aujourd'hui dans les conditions qui ne leur permettront plus d'accéder à une 7^e professionnelle ou à une 7^e qualifiante. Alors que ces élèves sont dans les classes actuellement. » Certaines écoles pourraient dès lors perdre jusqu'à 10% de leurs moyens d'encadrement, sans parler des subventions...



Patrick Lenaerts ©DR

« Rien ne change » ! Vraiment ?

Comme précisé plus haut, l'enseignement pour adultes a été sollicité après le vote du décret-programme, par la ministre, pour réorganiser ces 7^e et éviter de faire disparaître du territoire des cursus qui faisaient sens pour le parcours des élèves et leur insertion dans l'emploi. « L'enseignement pour adultes n'était pas demandeur au départ », clarifie d'emblée Jeny Clavareau. « Actuellement, nous avons plusieurs Pouvoirs organisateurs communs avec de l'enseignement secondaire qualifiant et ça fonctionne bien. De nombreuses synergies sont d'ailleurs déjà en place sur le périmètre de chacun, avec un objectif qui est le continuum pédagogique concerté avec les secteurs. »

Considérer tout élève de secondaire majeur comme un adulte au sens où l'entend l'enseignement pour adultes est une erreur. « Chez nous, le public est plutôt composé de personnes en reconversion. » L'étonnement était donc aussi de mise lors de la sortie du décret-programme.

La directrice pour l'enseignement pour adultes pointe un risque de ce qu'on peut qualifier de rupture dans le continuum pédagogique. « Leur proposer cette spécialisation en dehors de l'école dans laquelle ils sont, c'est risquer qu'ils n'aillent pas vers cette spécialisation. Dans le secondaire, on est en confiance, on connaît ses profs, le matériel. Ce texte crée clairement une rupture, notamment dans son impréparation. C'est pourquoi notre mobilisation porte sur la préservation de ce continuum pour les élèves, au sein de leur établissement d'origine. »

Avec un timing de la mise en application très court, presque intenable puisque cette nouvelle organisation débutera lors de la prochaine rentrée scolaire 2025-2026.

« J'ai envie de renommer cette décision "Agir ! Réfléchir ? Peut-être après" », tonne Jeny Clavareau. « On nous demande de trouver des solutions pour hier. Or, ce genre d'opération doit se travailler sur une année au moins. »

« Dire, comme le fait la ministre Glatigny, que rien ne change pour les élèves et pour les enseignants est faux. Si rien ne changeait, pourquoi fallait-il arrêter les 7TQ dans l'enseignement obligatoire ? », questionne Patrick Lenaerts. « Il y a toute une série de données techniques qui feront que cela va changer. Et je pense pouvoir dire, avec Jeny, que quand on regardera le nombre d'élèves inscrits dans ces filières dans l'enseignement pour adultes vers octobre 2025, on verra une perte de public. Il y aura une rupture. Et l'impréparation du gouvernement sur ce point-là fera que des jeunes arrêteront leur parcours. »

« Cela va renforcer la cohorte des NEET (not in education, employment or training, NDLR) qui sont adultes mais qui ne sont ni à l'emploi ni en formation », ajoute Jeny Clavareau. « Malgré la situation compliquée, je tiens à souligner la solidarité des PO de l'enseignement pour adultes et de leur direction pour les personnels de l'enseignement qualifiant avec lesquels ils ont l'habitude de travailler. »

Un autre aspect de cette réforme, et c'est évidemment le nerf de la guerre, est la question des moyens. Transférer les 7TQ du secondaire vers l'enseignement pour adultes est une chose. Mais avec quel financement pour les établissements qui organiseront désormais ces options ? « C'est d'abord une mesure d'économie, ne l'oublions pas », note Patrick Lenaerts. « Elle a été phasée à hauteur de 15 millions sur le dernier trimestre 2025. Il y a un montant évoqué pour le soutien aux écoles les plus impactées, à la mise en œuvre dans l'enseignement pour adultes et pour le financement de la réforme systémique. Ce montant est de 2 millions d'euros pour réaliser ces 3 choses. Soyons clairs, il n'y a pas de moyens structurels pour déployer cela. » En termes de financement, il est important de rappeler que l'enseignement pour adultes fonctionne en enveloppe fermée et donc, devra fermer des organisations pour dégager des moyens.



©DR

Le continuum pédagogique

Ces constats étant posés, il n'y a pas d'autre issue que celle de proposer des solutions et un accompagnement le plus efficace possible aux établissements. « On nous fait jouer un rôle dont nous n'étions pas demandeurs », rappelle Jeny Clavareau. « Mais on travaille à dégager une série de solutions sous forme de partenariats. »

La ligne de conduite tient en une phrase, livrée par Patrick Lenaerts : « Le moins de rupture possible pour le jeune inscrit dans un parcours. Notre volonté est d'essayer, là où c'est possible, d'organiser un parcours où les choses changent le moins possible pour les élèves voire pour les enseignants concernés. »

Pour illustrer cette ligne, rien de tel qu'un exemple. « Notre idée est de maintenir l'outil là où il existe, soutenu par les compétences des enseignants qui y sont. Nous ne voulons pas que les enseignants du réseau pensent que leur boulot ne sert à rien. Leurs compétences sont nécessaires. D'ailleurs, le cabinet nous a récemment dit qu'il s'agissait d'une logique budgétaire d'abord. Ce qui est inquiétant, c'est qu'en sciences politiques, on dit toujours que le budget est le reflet d'une vision », note Jeny Clavareau. « À côté de cela, il va falloir mettre en place un accompagnement pour les élèves qui sortent d'un accompagnement d'une école secondaire pour entrer dans un accompagnement tel qu'on l'envisage pour un public adulte en reconversion. Il n'y en a pas un meilleur que l'autre mais ils sont différents. Je tiens à rassurer les parents et les élèves concernés, souvent, l'enseignement pour adultes pousse à plus de responsabilisation individuelle, mais nos établissements ont l'obligation légale et la volonté de mettre en place des plans d'accompagnement des étudiants. En arrivant chez nous, ces élèves deviennent des étudiants, également sur le plan statutaire, ce qui est important à noter. »



Jeny Clavareau ©DR

Un projet positif est possible

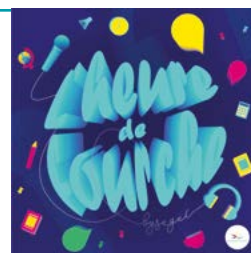
Malgré cette atmosphère négative, le SeGEC travaille afin de proposer des solutions. « On peut proposer quelque chose de positif aux élèves et potentiellement aux enseignants. Le travail actuel des établissements d'enseignement pour adultes est de déterminer ce qu'ils pourraient fermer pour ouvrir une nouvelle 7^e de spécialisation, tout en renforçant l'attractivité de ces 7^e, et qui pourraient permettre aussi, si les étudiants le souhaitent, une poursuite d'études également dans l'enseignement supérieur, en Haute école ou au sein de nos établissements. Ces transitions entre le niveau secondaire et le niveau supérieur sont courantes dans nos établissements », expose Jeny Clavareau.

On le voit, le SeGEC se tient aux côtés des directions, en lien avec les directeurs diocésains qui jouent un rôle important dans cet accompagnement. Avec un seul objectif : proposer des solutions positives. ■



Rassemblement de 350 directions au cabinet de la ministre Glatigny en décembre 2024 ©DR

PODCAST « L'HEURE DE FOURCHE »



ARNAUD MICHEL

La deuxième saison du podcast se poursuit avec deux nouveaux épisodes à découvrir, et beaucoup d'autres à (ré)écouter.

Fin des 7TQ dans le secondaire. Et après ?

Nous abordons une mesure prise par la ministre de l'Enseignement et qui représente un véritable séisme dans les établissements : la fin de 7TQ et son renvoi vers l'enseignement pour adultes.

Pour en parler, Arnaud accueille Jeny Clavareau, directrice pour l'enseignement pour adultes au SeGEC et Patrick Lenaerts, son homologue pour le secondaire.

Dans ce podcast, vous pourrez (re)découvrir la position du SeGEC sur cette mesure et sur la manière dont elle a été prise. Au-delà de ce constat, Jeny et Patrick vous expliquent également ce que leur direction respective met en place, en collaboration, pour accompagner les établissements du réseau dans ce nouveau paradigme.

Une question brûlante d'actualité.

Construisez vos projets éducatifs avec l'aide des conseillers au soutien et à l'accompagnement

Vous êtes dans l'enseignement secondaire ? Vous êtes membres de l'équipe de direction, vous êtes professeur, éducateur ou encore chef d'atelier ? Alors cet épisode de "L'Heure de Fourche" pourrait bien vous intéresser !

Découvrez les témoignages de Monique Paulus, directrice, et Maxime Grignard, professeur d'éducation physique, qui ont bénéficié de l'accompagnement de deux conseillers au soutien et à l'accompagnement (CSA) du SeGEC : Éléonore Stormacq et François Poull.

À travers deux projets concrets dans des écoles différentes, découvrez comment ces conseillers les ont aidés à améliorer leurs pratiques pédagogiques et à piloter des initiatives collectives au sein de leur école.

De nombreuses autres thématiques à parcourir

Éveil aux langues, numérique, handisport à l'école, PECA, coulisses des PO,... Autant de thèmes sur lesquels vous pourrez en apprendre plus ou vous laisser inspirer en écoutant les épisodes de « L'Heure de Fourche » déjà publiés.

Vous voudriez que nous traitions d'un sujet en particulier ? Envoyez-nous vos propositions via nos réseaux sociaux ou à communication@segec.be

Bonne écoute !



POUR ÉCOUTER CES ÉPISODES



E8 L'Éveil aux langues : jeunes oreilles, grandes découvertes linguistiques



E9 La fin des 7^e TQ. Et après ?



E10 Construisez vos projets éducatifs avec l'aide des conseillers au soutien et à l'accompagnement



M. Paulus et É. Stormacq, invitées de l'épisode 10 ©DR

Rendez-vous sur





DÉSINFOÉDUC

« Aborder la désinfo avec les ados »

PAULINE JANS

Depuis 1976, l'ASBL Média Animation s'engage pour une éducation critique et éclairée aux médias. À l'heure où les fake news et les réseaux sociaux redéfinissent notre rapport à l'information, l'association innove avec des projets comme DésinfoEduc. Objectif : fournir aux enseignants et élèves des outils concrets pour décoder et produire du contenu médiatique, en phase avec les enjeux actuels.

L'éducation au média, un concept dont on entend de plus en plus parler, que ce soit au travers de l'information médiatique ou encore dans les programmes scolaires. L'ASBL Média Animation l'a bien compris. C'est sous le nom de « Service général d'éducation permanente » que l'association apparaît en 1976. Remodelée et réorganisée à plusieurs reprises, elle adopte le nom qu'on lui connaît en 2006.

Son appellation change mais ses objectifs restent. Mieux, ils s'affinent. « Traditionnellement, nous travaillons sur des sujets comme la publicité, l'information, le cinéma. Tout ce qui a trait à l'industrie médiatique », nous raconte Martin Culot, coordinateur du centre de ressources pour l'enseignement au sein de Média Animation. « Mais les attentats de Charlie Hebdo ont marqué un tournant. En effet, à la suite des attaques dont le journal satirique a été la victime, on a observé une série de résurgences sur les théories du complot. »

Ce tournant amène le concept de « fakes news » sur le devant de la scène. Les formateurs de l'association sont unanimes, les jeunes ne consomment plus l'information de la même manière qu'autrefois, via les journaux télévisés ou la presse écrite. « Nous avons basculé dans un nouveau paradigme : Comment critique-t-on le journal papier ou le journal télévisé ? Comment

peut-on donner des pistes critiques face à l'information que les jeunes consultent sur les réseaux sociaux ? », questionne le coordinateur.

Passer d'une approche générale à des cas précis

Pour répondre à ces nouvelles interrogations, l'équipe met en place une série de ressources pédagogiques dites « Les essentielles ». « Ce sont des outils très généralistes que nous développons lors de nos formations. Cela ne reprend pas des cas précis ».

Sous l'impulsion de l'association Écoles catholiques de la ville de Bruxelles, Média Animation se lance dans un nouveau challenge : DésinfoEduc. Cette fois-ci, il ne s'agit plus d'être dans le général mais dans le concret. L'idée est désormais « d'identifier des cas précis de désinformation et de réagir un peu plus sur l'actualité face à un sujet donné », confirme Martin Culot.

C'est donc depuis 2023 que le projet se poursuit toujours dans une dynamique de réflexion et d'esprit critique. « Ce qui est important à dire en termes d'éducation aux médias, c'est que nous ne sommes pas uniquement sur l'analyse des éléments. Nous essayons d'inciter à la production. Pour donner un exemple concret, nous travaillons sur les notions de plausibilité. L'idée est d'inciter les élèves à produire eux-mêmes des images et à s'interroger sur la volonté d'y croire ou non », poursuit le coordinateur.

Mais les fakes news ne sont qu'une infime partie du travail de Média Animation. L'objectif étant de rester au plus près de l'actualité, l'équipe travaille dès à présent sur l'intelligence artificielle. Trois fiches sont déjà en cours de production.

Le site est accessible à tout un chacun. Le point d'honneur du projet « est de pouvoir rendre accessible les matériaux médiatiques. Les professeurs peuvent tout télécharger sur le site et pour pouvoir travailler hors ligne en classe », nous indique Chloé Tran Phu, chargée de mission et de formation au sein de Média Animation. Pour aller plus loin, le projet s'inscrit dans une optique de formation. Il est donc possible d'en demander une gratuitement à partir du site. ■

Pour découvrir le projet et accéder aux ressources, rendez-vous sur le site du projet : desinfo.education



Type 5

70% des élèves admis pour des raisons psychiatriques ou psychosociales

GÉRALD VANBELLINGEN

Le 16 décembre dernier, Valérie Glatigny, la ministre de l'Éducation, s'est rendue à l'hôpital Saint-Luc à Bruxelles pour découvrir L'École Escale, une structure d'enseignement de type 5. Une visite qui a aussi été l'occasion d'évoquer le quotidien de L'Escale, confrontée à des défis majeurs – comme l'ensemble du type 5. Car les demandes de prise en charge pour cause de décrochage scolaire explosent et encomrent encore un peu plus des listes d'attente surchargées.

« En 20 ans, notre public a grandement changé », explique d'entrée Pascale Geubel, directrice d'une des deux écoles fondamentales de L'Escale. « Au départ, on en était à 60% d'élèves admis pour des pathologies somatiques (liées au corps) et 40% pour des pathologies psychiatriques/psychologiques. Maintenant, on en est à 30 – 70 au niveau des pourcentages, ça s'est largement inversé. »

En cause notamment, les demandes d'inscription de plus en plus nombreuses et qui arrivent continuellement en raison de décrochages scolaires pour raisons de santé mentale. « Ce qui fait littéralement déborder nos listes d'attente. On pourrait d'ailleurs pleinement ouvrir de nouvelles implantations chaque année pour accueillir toujours plus de jeunes, mais du point de vue des espaces et des ressources humaines, on est évidemment limités. Sans oublier les moyens financiers. »



Le type 5, un enseignement spécialisé très spécifique. ©DR

Redémarrer le moteur scolaire et social des élèves

Pour faire face à ces décrochages scolaires, à L'Escale, on pratique ce qu'on pourrait désigner comme de « l'ultra-différenciation ». « L'idée générale, c'est de partir des centres d'intérêts du jeune, en lui offrant une structure plus petite, un encadrement un peu supérieur à l'ordinaire et en étant dans la bienveillance », poursuit Pascale Geubel. « C'est un peu un enseignement à la carte qui nous permet de travailler tant les questions scolaires que de vie sociale. Pour au final leur permettre de reprendre le chemin de leur école d'origine, ou d'être réorienté vers le spécialisé si besoin. »

« On pourrait dire qu'avec ces jeunes, on essaie de redonner du sens à l'apprentissage », complète Aurore Faivre D'Arcier, chargée de communication à L'Escale. « Mais en allant à la recherche de ce que chaque élève donne comme sens à la scolarisation, en allant à la recherche de ce qui les fait vibrer. Pour tenter de redémarrer leur moteur scolaire, comme social. »

Un objectif final qui ne s'atteint pas de la même façon pour les élèves du fondamental ou du secondaire. « Dans le fondamental, à côté des enfants malades

que le type 5 accueille de manière classique, on accueille aussi depuis quelques années des élèves qui présentent des troubles du comportement divers et qui pour le dire simplement "mettent le bronx" en classe. Des jeunes qu'on peut continuer à nourrir au niveau scolaire tout en travaillant sur le comportement », précise Pascale Geubel. « Nous accueillons également des élèves qui présentent des symptômes d'autisme plus ou moins profonds. Avec eux, l'idée c'est surtout de leur permettre de redevenir des élèves en tant que tels. »

« Dans le secondaire, le décrochage scolaire des élèves de L'Escale est souvent entamé », complète Aurore Faivre D'Arcier. « Avec eux, nos enseignants doivent faire preuve d'énormément de créativité pour remettre en selle des jeunes qui vont continuellement remettre en cause l'enseignement de manière générale, mais aussi ce que les enseignants tentent de mettre en place au quotidien. »

Un enseignement tellement spécifique qu'il est encore assez méconnu, même au sein du monde de l'enseignement spécialisé. À L'Escale par exemple, des formations internes destinées aux nouveaux enseignants ont été mises sur pied « pour donner de repères aux nouveaux au moment de se lancer ».

Des stages plus longs en type 5 ?

Une méconnaissance du type 5 qui faisait partie des points d'attention relayée à la ministre Glatigny, lors de sa visite des structures de L'Escale au sein de l'hôpital Saint-Luc. « On imagine mal demander à la ministre d'intégrer une formation au type 5 au sein de la formation initiale des enseignants, ça n'aurait que peu de sens », complète Pascale Geubel. « En revanche, on insiste sur l'importance d'organiser davantage de stages de longue durée, de minimum 4-5 semaines, pour que les stagiaires aient une véritable idée de ce qu'est le type 5. D'ailleurs, on refuse systématiquement les demandes de stages d'une semaine ou deux, car ça n'a pas de sens par rapport à nos réalités de terrain. » ■

« Chercher des solutions pour multiplier les possibilités

de (r)allumer la flamme d'élèves en arrêt scolaire »

GÉRALD VANBELLINGEN

Après avoir travaillé pendant plus de 25 ans sur les sites bruxellois du CThA (Centre thérapeutique pour Adolescents) et de L'Entreliens, **Valérie Martin** a participé à l'ouverture d'une nouvelle implantation de L'École Escale en 2022 : la classe Par'Agrafe à Namur. Une structure scolaire d'aide à la socialisation (SSAS) où, avec ses collègues, elle travaille à la remobilisation d'adolescents fragilisés psychologiquement et en arrêt scolaire...



©DR

CARRIÈRE

Le jour où j'ai décidé d'être prof :

« Je suis sortie du secondaire à même pas 17 ans et sans être très sûre de ce que je voulais faire. Comme je viens d'une famille de professeurs depuis plusieurs générations, je me suis dirigée vers un master en mathématiques, avec l'idée d'enseigner. Ce que j'ai fait dès mes 21 ans. Une expérience assez compliquée car je me sentais très seule. Et rapidement, je n'ai pas été en accord avec ma fonction. Très peu de place était laissée à la question du sens des mathématiques, à sa contextualisation dans l'histoire et dans la culture, au profit du drill et du savoir-faire, et même d'un usage discriminant de cette matière. Une approche qui ne m'allait pas du tout. »

Le jour où j'ai décidé d'être prof en type 5 :

« Très vite, j'ai été sensibilisée aux élèves qui n'allaient pas bien. Et je me souviens notamment d'une élève mutique. Elle était manifestement très en souffrance mais l'institution scolaire n'en tenait absolument pas compte. Je voyais dans cette situation une violence dont je ne voulais pas être complice. Après deux années, j'ai quitté l'enseignement ordinaire pour entreprendre des études de psycho tout en continuant à travailler avec des élèves qui préparaient le jury central. Pendant mes études, je suis allée en stage au Centre thérapeutique pour Adolescents (CThA). Un centre de psychiatrie infanto-juvénile fondé par Philippe van Meerbeeck et dont l'approche s'inspirait de l'anti-psychiatrie et de la psychothérapie institutionnelle. Il s'agissait d'entendre le mal-être adolescentaire sans lui apporter une réponse médicamenteuse ou exclusivement médicale. »

Mon engagement en type 5 :

« C'est pendant mon stage au CThA que j'ai été engagée à L'École Escale. On était alors le 1^{er} février 1995. Et j'ai tout de suite été passionnée par ce métier car il associe la pédagogie avec des considérations cliniques. C'est une pratique qui s'inscrit dans un contexte où l'on rencontre des élèves qui ne sont plus en mesure d'aller à l'école, qui sont en grande souffrance psychologique, qui ont des parcours de vie parfois très compliqués. Ce contexte oblige à interroger la question du sens à la transmission de savoirs, à inventer des dispositifs pédagogiques alternatifs et adaptés. »

Le jour où j'ai créé deux « écoles » :

« En 2002, nous avons été deux enseignants à qui l'on a confié la création de L'Entreliens, une des implantations de L'École Escale. C'était la toute première classe SSAS de L'Escale. On y accueillait des jeunes à l'arrêt sur le plan scolaire et pour lesquels nous nous sommes appuyés sur le dispositif pédagogique créé au CThA. J'y suis restée pendant 20 ans, avant de venir à Namur pour contribuer à l'ouverture de la classe SSAS Par'Agrafe il y a 3 ans. »

VALÉRIE MARTIN

Par'Agrafe (SSAS - structure scolaire d'aide à la socialisation), de L'École Escale.

DIFFICULTÉS



Les difficultés du quotidien :

« C'est parfois un paradoxe du type 5. On accueille des élèves en souffrance et qui sont censés venir tous les jours chez nous alors qu'ils sont complètement à l'arrêt, et pas que scolaire. Il faut donc trouver de sérieux arguments pour les amener à se lever le matin, leur permettre de retrouver du plaisir ou de la confiance. Que ce soit en eux, dans la société ou dans les adultes. Car beaucoup de nos élèves ont vécu des expériences terribles. Il faut véritablement trouver ce qui les anime. Ce qui signifie à la fois rallumer la flamme ou même l'allumer tout court. »

LE TYPE 5

L'enseignement spécialisé de type 5 pour moi :

« La spécificité du type 5, c'est qu'on pratique une pédagogie qui s'oriente de la clinique, c'est-à-dire que l'on accueille ce qui fait obstacle à la possibilité ou au désir d'apprendre. On tient compte de tout ce que le jeune apporte avec lui quand il arrive : la souffrance, le repli sur soi, le découragement, l'agressivité, la perte de repères, le manque d'envie (y compris de vivre), la perte de sens, etc. On tient compte aussi de ses inventions pour vivre avec tout ce poids-là et de sa manière singulière d'aborder les savoirs (ou de s'en détourner). On va alors tenter de remettre en scène quelque chose qui a à voir avec l'école, mais de manière alternative. Avec des élèves qui vont revivre une relation prof-élève mais dans un cadre plus sécurisant. La posture est donc totalement différente d'un enseignant classique. J'ai conscience que c'est parfois difficile à cerner, car des élèves en difficultés il en existe aussi dans l'ordinaire. La grande différence, c'est qu'ils arrivent spécialement en raison de ces difficultés, parce que l'école ordinaire n'est plus possible. On les rencontre alors dans des périodes de leur vie où ils sont au plus mal. Avec cette idée que leur passage dans notre école fasse une différence pour eux. Il s'agit d'inventer une autre manière de faire école, ce n'est pas le même métier. »

Une des caractéristiques essentielle du type 5 :

« C'est un enseignement qui n'est pas certifiant, les enjeux sont donc très singuliers. Comme le nom de notre école l'indique, c'est une escale, qui vise à permettre à nos élèves de retrouver le plaisir d'apprendre et des liens avec leurs pairs. Cela nous ramène à l'essence même de la question de la transmission et de ce que représente la possibilité de s'ouvrir aux autres et aux savoirs. »

ÉPANOUISSEMENT

Les journées ressemblent à :

« Chaque journée commence par un temps de "RECI" (pour "recherche et création individuelle") où le jeune est invité à se mettre en projet sur une production dont il choisit le contenu. À cet endroit-là, ce ne sont pas les professeurs qui décident du sujet, on suit le "programme de l'élève". Les réalisations peuvent prendre la forme d'un recueil de textes, d'une expo photo, d'un objet construit ou réparé, d'un diaporama, d'une maquette, etc. C'est ce qu'on peut appeler "la pédagogie du chef d'œuvre". Ensuite, on va combiner ces moments de travail plus individualisés où les jeunes réalisent des projets avec des moments plus collectifs que sont les ateliers pédagogiques. Ces moments de travail s'appuient sur des méthodes dites actives et permettent d'ouvrir à des contenus amenés par les enseignants autour de débats philosophiques, de découverte des sciences dans la nature et en lien avec l'art, d'écriture, d'actualité, de photographie, etc. Nous proposons aussi des moments où l'enjeu est de soigner la vie communautaire (l'idée est de Jean Oury dans le cadre de la psychothérapie institutionnelle), notamment lors du conseil (référence ici plutôt à la pédagogie institutionnelle de son frère Fernand Oury). »

À côté des ateliers, des cours « plus classiques » existent également :

« C'est très important, oui. En parallèle de ces ateliers, il y a aussi des cours. On met l'accent dessus en fonction de la nécessité de chacun. Quand un retour à l'école se profile, qu'un élève prépare un jury central ou un CESS, on va les y aider. Avec un travail plus classique, mais sur mesure. »

Quelle est la finalité des classes SSAS dans le type 5 ?

« Les classes SSAS du type 5 offrent une réponse au nombre de plus en plus important d'adolescents à l'arrêt scolaire pour des raisons de grandes fragilités psychologiques. Elles se sont spécialisées dans l'accueil de ces jeunes pour qui le fait d'aller à l'école n'est plus tenable, plus possible. Il s'agit avant tout d'accueillir et de prendre la mesure de cet arrêt, de rendre possible une remise en mouvement et, après un parcours dans cette classe, de pouvoir envisager une suite. La classe SSAS est une étape, elle peut donner lieu à une reprise de l'école ou d'une formation mais aussi à d'autres projets, qui se construisent pendant et dans l'après-coup du travail effectué. »

ET SI... ?

Ma première décision si j'étais ministre de l'Éducation :

« Ce serait de rendre toutes ses lettres de noblesse à la culture et aux savoirs considérés comme "inutiles" dans les programmes et dans les visées de notre enseignement, de faire un pas de côté par rapport à "l'efficace" ou à "l'utilitarisme". De favoriser pour chacun des élèves la possibilité de penser et de s'ouvrir aux savoirs universels dans un but humaniste. De donner toute sa valeur à la manière dont on désigne aussi l'enseignement secondaire : les Humanités. »



« JE ME LIBÈRE DES ÉCRANS » :

Autorisons-nous à perdre notre temps !

PAULINE JANS

Ce sont sur ces mots que **Caroline Depuydt**, psychiatre et directrice médicale du groupe hospitalier Epsilon, entame cette entrevue. Plus qu'un simple ouvrage, « *Je me libère des écrans* » se veut un guide pratique, conçu pour maîtriser sa consommation digitale. Pour le Docteur Depuydt, « *il est temps de cesser de diaboliser les écrans et de mieux en comprendre les limites* ».

Vous avez été responsable du service d'hospitalisation sous contrainte pendant vingt années, pourquoi vous êtes-vous intéressée à la problématique des écrans ?

« En tant que femme, en tant que mère et en tant que citoyenne accro aux écrans, on m'en parlait beaucoup. Ma patientèle m'a déjà dit que c'est souvent difficile de s'en passer, qu'ils vont dormir plus tard. Beaucoup de parents me disaient à quel point c'est compliqué dans les relations avec leurs enfants parce qu'ils ont l'impression d'être débordés. Je trouvais que dans ce qui est écrit sur le sujet beaucoup sont des discours très culpabilisants. Pourtant, les écrans font partie de notre vie et nous apportent plein de choses, encore plus pour nos jeunes. »

Quelle est la différence entre les précédents livres et le vôtre ?

« Je ne voulais pas adopter une posture oppositionnelle. Au lieu de dire qu'on ne comprend rien, ici l'idée est de comprendre les effets positifs des écrans, leur fonctionnement mais aussi les effets négatifs. L'idée ici est de pouvoir prendre une distance par rapport à ça. »

Quels effets positifs pouvez-vous nous mentionner ici ?

« Les écrans sont extrêmement positifs pour plein de choses au niveau de l'inclusion, au niveau des échanges, au niveau de l'interconnaissance, au niveau de la formation, ... Il y a aussi les jeux vidéo. Aujourd'hui, on se rend compte qu'ils ont pas mal d'effets positifs : le travail en équipe, l'acceptation de l'échec, la créativité pour trouver des solutions là où on est face à une impasse, la concentration, ... Aujourd'hui, certains recruteurs trouvent favorable le fait d'indiquer sur son CV qu'on est un gamer. On est passé de "Tu vas rater ta vie" à, finalement, "Ce n'est pas si mal". »

Dans votre ouvrage, vous mentionnez à plusieurs reprises les écrans comme loisir. Qu'entendez-vous par là ?

« Je trouve qu'on est dans une société qui est tellement préoccupée par la performance, en tout, qu'on doit rentabiliser tout notre temps. Tout notre temps doit être utile à quelque chose, utile à apprendre, utile à faire du muscle utile, ... Désolée, mais non ! On a le droit de glander et on l'a toujours fait. On a le droit de laisser

son cerveau au repos, on a le droit de se divertir. À l'époque, j'avais lu qu'avec l'arrivée des BD, nos enfants allaient devenir idiots car il y avait moins de texte. Finalement, c'est un peu ce que je mets à un moment sous forme de boutade : qui peut dire que, cognitivement, au niveau de l'apprentissage, un Spirou Magazine est plus intéressant que de regarder des vidéos sur Instagram ? »

Récemment interdit dans les écoles, que pensez-vous de l'utilisation du smartphone en classe ?

« Je soutiens cela. Selon moi, il y a deux cas de figure. L'interdiction durant les cours et l'interdiction dans la cour de récré. En ce qui concerne les cours, mettre son GSM de côté est 100% positif. Idéalement, il faut qu'il soit hors de portée. Pourquoi ? Tout simplement parce que le GSM est fait pour capter l'attention. C'est le but premier des concepteurs : ils utilisent tous les biais cognitifs pour qu'on ait tout le temps envie de se connecter et surtout, d'y rester. Mais notre attention n'est pas une magicienne qui peut se démultiplier. C'est ce qu'on appelle une attention diffractée : on écoute le prof puis on regarde son téléphone car on a reçu

une notification, on répond vite fait, puis on revient sur le prof. Ce passage-là, il ne se fait pas automatiquement. À force d'aller et venir, on finit par ne plus se concentrer sur rien. »

N'y a-t-il pas des exceptions ?

« Évidemment ! Il y a plein de moments durant le cours où les écrans peuvent être utiles : pour effectuer des recherches, pour apprendre et les utiliser, pour faire du fact-checking, pour apprendre justement quelles sont les limites, ... Ils doivent alors être utilisés dans des moments à visée pédagogique. »

Et l'interdiction dans la cour de récré ?

« Dans la cour de récré, c'est évidemment beaucoup plus compliqué pour les jeunes. En effet, c'est un moment de repos et de détente. Beaucoup d'arguments sont en défaveur de cette mesure comme le besoin d'être joignable ou encore l'égalité entre profs et élèves. Avec ma casquette de psychiatre, je pense qu'on a déjà plein d'occasions d'utiliser les écrans et son GSM. En revanche, des occasions de se mettre en contact réel les uns avec les autres et de continuer à apprendre de ces relations, on en a de moins en moins. Finalement, la cour de récréation peut être le lieu où l'on continue à se rencontrer. »

Si les écrans sont pensés pour capter notre attention, comment en sortir ?

« On a une marge de manœuvre. Il faut justement reprendre le contrôle de ces outils. Il est nécessaire de se dire que ces écrans sont mis à notre disposition, donc on peut les utiliser quand cela nous fait du bien. Mais on peut aussi les arrêter pour faire autre chose. Il faut garder une diversité de nos activités : pouvoir se rencontrer en face à face, continuer de sortir, faire une activité physique, échanger. C'est la diversité qui va nous permettre de reprendre le contrôle. »



Caroline Depuydt ©DP

Si l'on fait un petit point sur la forme que prend le livre, il y a une partie théorique et une partie plus pratique. Comment avez-vous réalisé cette dernière partie ?

« Je voulais proposer des stratégies qui ne suivent pas une recette magique mais qui sont faciles à mettre en place. Ce sont des stratégies que j'ai moi-même testées, soit avec mes patients, soit avec mon entourage. J'ai souhaité modéliser cet aspect pratique en 4 étapes pour rendre l'expérience un peu plus fun. Je souhaitais également laisser la liberté du choix : que l'on prenne 25%, 50% ou 100%, chacun est libre de faire comme il le souhaite. »

Dans la partie théorique, vous proposez différentes métaphores. À quelles fins ?

« Je trouve ça compliqué de dire des choses simplement sans être simpliste et de dire des choses sérieuses sans se prendre au sérieux. Il faut trouver le juste milieu : donner une connaissance qui n'est pas toujours facile à appréhender mais en même temps avoir la capacité de le comprendre. Je trouve ça génial de donner à l'autre la possibilité de comprendre. »

Quel message adresseriez-vous aux parents ?

« Arrêtons de dire que nos enfants passent trop de temps sur leurs écrans. Allons plutôt vers eux pour essayer de voir à quels jeux ils jouent, ce qu'ils apprennent, comment ça se passe sur leurs réseaux sociaux, Je pense qu'établir les conditions du dialogue ensemble permettra, s'il y a un souci, que l'enfant soit beaucoup plus réceptif à nous en parler et que l'on puisse essayer de trouver des solutions ensemble. C'est en entamant le dialogue et en faisant un pas vers votre enfant qu'on pourra permettre de définir les limites nécessaires au temps passé derrière leur écran. »

De façon plus générale, quel message souhaitiez-vous faire passer au travers de votre livre ?

« Je trouve que c'était vraiment d'une part, ne pas diaboliser, tout en reconnaissant leurs limites et leurs effets négatifs potentiels afin de s'en prémunir et pouvoir décrocher de temps en temps et, d'autre part, garder un dialogue constructif autour de tout ça. Un dialogue positif qui ne minimise pas les difficultés potentielles mais qui permet justement de mettre des limites au bon moment aux bons endroits en fonction de chaque personne. » ■

CONCOURS



Caroline Depuydt,
Je me libère des écrans,
Editions Racine,
254 p., 24,95€.

Dans un monde de plus en plus connecté, les écrans ont pris le contrôle de nos vies et nous ressentons parfois le besoin de nous en détacher. Mais est-ce vraiment la seule solution ?

Démystifiant la consommation digitale, la Dr Caroline Depuydt propose ici des pistes concrètes pour une utilisation plus saine et équilibrée de nos écrans, à notre rythme et selon nos besoins. En se basant sur les dernières recherches neuroscientifiques, elle nous permet de mieux comprendre notre relation aux écrans, de reconnaître une utilisation problématique, enfin de devenir un parent conscient et responsable face à la consommation numérique de notre enfant.

Loin d'être un réquisitoire contre la technologie moderne, cet ouvrage nous plonge au cœur de l'addiction numérique, en explore les mécanismes psychologiques et neurologiques qui nous maintiennent captifs et propose de nouveaux comportements à mettre en place pour que l'usage du numérique reste une source de plaisir et de découverte.

Pour remporter un exemplaire de « Je me libère des écrans », rendez-vous, avant le 03/03, sur entrees-libres.be.

Les gagnants du mois de janvier sont : Laurence Marchal, Michel Jehaes et Pierre Schoofs. Bravo à eux!

LES Bons Plans DU MOIS



« PARLONS-EN » : LE PODCAST D'UNICEF BELGIQUE QUI DONNE LA PAROLE AUX JEUNES

Découvrez « *Parlons-en* », le podcast de l'UNICEF Belgique qui plonge dans la vie des jeunes et les défis qu'ils rencontrent. Ce podcast vise à comprendre, soutenir et encourager la génération montante à travers des discussions avec des experts et des jeunes sur des sujets brûlants. Les premiers épisodes abordent la santé mentale des jeunes, la crise climatique, la pauvreté infantile et l'impact des crises humanitaires. Chaque épisode offre une vue d'ensemble sur le sujet et propose des mesures pratiques et réalisables pour construire un monde meilleur. Une manière de donner la parole aux jeunes, de comprendre leurs préoccupations, leurs défis et leurs aspirations pour l'avenir. « *Parlons-en* » est une ressource précieuse pour tous ceux qui souhaitent s'engager pour les futures générations.

À écouter et à voir sur : unicef.be/fr/podcast



THÉÂTRE DES POÈTES INSPIRE LES ÉLÈVES

Le Théâtre des Poètes propose aux écoles « *Aujourd'hui, la poésie* », un spectacle bien loin d'un simple récital. Comédien et fondateur de la compagnie, Joachim Defgnée théâtralise la poésie et les fables pour les rendre vivantes et accessibles. Ce spectacle captivant et émouvant, destiné aux élèves à partir de 14 ans, présente des textes de grands auteurs du XVI^e au XX^e siècle ainsi que des fables du VII^e siècle.

Pour plus d'informations ou pour organiser une représentation dans votre établissement, visitez letheatredespoetes.be



« ALGOSCAPE » AU MUSÉE BELVUE

Le musée BELvue à Bruxelles propose « *Algoscape* », un nouveau workshop pour les élèves de la 1^{re} à la 3^e secondaire. Cet atelier permet de comprendre le rôle crucial des algorithmes dans notre société et notre quotidien. À travers des jeux de rôle et des discussions, les élèves découvrent l'impact des algorithmes sur leurs décisions personnelles et politiques. Une expérience éducative enrichissante et interactive à ne pas manquer !

Pour s'inscrire : bit.ly/Algoscape-BELvue



LA SEMAINE DE L'ARGENT POUR ÉDUCER LES JEUNES À LA FINANCE

Du 17 au 23 mars 2025, participez à la Semaine de l'Argent organisée par Wikifin, le programme d'éducation financière de l'Autorité des Services et Marchés Financiers. Pour les élèves du fondamental, des jeux éducatifs et un petit journal sont prévus pour découvrir la gestion financière de manière ludique. Les élèves du secondaire pourront participer à un quizz avec des lots à gagner et au Wikifin Challenge, qui les incitera à organiser une excursion éducative.

Inscrivez-vous et consultez leur site pour des ressources pédagogiques : bit.ly/Defi-Wikifin



« APRÈS LA PLUIE » AU MUSÉE DES ÉGOUTS

Que se passe-t-il « *Après la pluie* » au musée des Égouts de Bruxelles jusqu'au 22 juin 2025 ? C'est l'occasion de découvrir cette exposition pour plonger vos élèves dans les défis liés à l'eau en milieu urbain. À travers un parcours interactif et des questionnements sur la gestion de l'eau, ils exploreront les impacts de notre consommation et les solutions durables. Une ressource précieuse pour aborder les thèmes de l'eau, du climat, dès 9 ans.

Plus d'infos : sewermuseum.brussels/fr/home-2/



« LA LANGUE FRANÇAISE EN FÊTE » CÉLÈBRE SES 30 ANS

Du 15 au 23 mars 2025, célébrez la 30^e édition de « La langue française en fête » sur le thème « Dis-moi dix mots pour la planète ». Ateliers d'écriture, jeux linguistiques, spectacles et concours de poésie sont au programme pour tous les âges. Une occasion unique de sensibiliser les élèves à l'environnement à travers la richesse de la langue française.

Pour consulter le programme et plus d'informations, visitez lalanguefrancaiseenfete.cfwb.be/



OFFREZ DES REPAS GRATUITS À VOS ÉLÈVES

Des élèves qui arrivent sans boîte à tartines à l'école ou avec une boîte à tartines à peine remplie, c'est malheureusement le lot quotidien de bien plus d'élèves qu'on ne pourrait le croire. Pour aider les établissements scolaires à faire face à ce phénomène, la Fédération Wallonie-Bruxelles octroie toutefois des subventions aux écoles fondamentales de l'enseignement ordinaire et spécialisé. Si certaines conditions sont nécessaires pour y avoir droit, ces subventions vont permettre aux écoles qui en bénéficient de fournir des repas gratuits, complets, sains, durables et locaux à leurs élèves. Pour avoir droit à ce subside, les écoles doivent envoyer un dossier complet d'ici au 15 avril prochain. Il est à noter que toute demande peut être introduite par l'école ou le Pouvoir organisateur. Et que la subvention couvre un montant de 3,7 euros par repas complet servi quotidiennement par enfant. Avec en outre un montant forfaitaire annuel de 40 euros par enfant destiné à couvrir les frais liés à cette offre de repas (surveillance, achat de matériel, nettoyage, etc.)

Toutes les infos : bit.ly/RepasGratuits

VIRAGE NUMÉRIQUE 2025 : UNE JOURNÉE POUR INTÉGRER LE NUMÉRIQUE EN CLASSE

Vous souhaitez intégrer le numérique dans vos cours mais ne savez pas par où commencer ? Vous l'utilisez déjà et cherchez à aller plus loin ? La journée du Virage numérique est faite pour vous ! Organisée par la Cellule de soutien et d'accompagnement (CSA), elle se tiendra le 24 mars 2025, de 9h à 16h, à la Sucrerie de Wavre, et s'adresse aux enseignants, E-référents et directions du secondaire.

Conférences, ateliers, tables rondes et stands animeront cette journée, en présence de partenaires tels que le Département juridique du SeGEC, Microsoft, Bibliothèques sans frontières et Google. Trois grands thèmes seront mis à l'honneur :

- L'intelligence artificielle, son impact dans l'école et son utilisation ;
- La préparation du tronc commun et la part du numérique dans celui-ci avec un atelier dédié aux pratiques numériques au fondamental ;
- Le numérique responsable tant sur le plan environnemental que citoyen (cybersécurité, cyberharcèlement...).

Cette 3^e édition sera l'occasion d'expérimenter le codage LEGO, de tester des casques de réalité virtuelle pour l'apprentissage de gestes professionnels, ou encore d'échanger avec des élèves ayant mené des projets numériques innovants. Vous pourrez aussi assister à un cours « 1 pour 1 », où chaque élève dispose d'un ordinateur – un dispositif déjà adopté par 70 écoles sur 320. Pourquoi ne pas rejoindre ce mouvement ?

Labellisée IFEC, cette journée peut être intégrée à votre plan de formation. Apportez votre ordinateur ou votre tablette pour profiter pleinement des ateliers et démonstrations !

Infos et inscriptions : bit.ly/VirNum2025

Le sens de la vie ?

L'année scolaire se poursuit dans mes classes de rhéto et l'esprit de mes élèves se tourne naturellement vers les études supérieures. Lors d'ateliers philosophiques, les projets d'avenir sont évoqués et ouvrent à un débat plus profond : la question du sens de la vie ! Construisons-nous le sens de notre vie ou existe-t-il un sens de la vie que nous pourrions découvrir ? Des échanges fabuleux émergent. Pour certains, donner un sens à sa vie dépend avant tout de notre volonté : l'art de s'accrocher à ses rêves, de se fixer des objectifs et d'accueillir les imprévus. D'autres insistent sur la nécessité de surmonter ses difficultés pour gagner en maturité et découvrir ce qui contribue à notre bonheur. Quant à un possible sens de la vie à découvrir, certains partagent leur foi en Dieu ou mettent en avant l'importance du destin ou des lois de la Nature. Sommes-nous là par hasard ? Avons-nous une mission à accomplir ? Autant de perspectives enrichies par le vécu de chacun et sa vision de la vie.

Il serait vain de vouloir clore une telle opportunité de dialogue car chaque question en suscite de nouvelles. Assurément, la manière d'aborder cette question évolue aussi avec les âges de la vie. Vouloir donner un sens à sa vie est évidemment essentiel. Quand on est plus jeune, cette quête passe naturellement par la recherche d'accomplissements personnels et professionnels. Toutefois, à mesure que les années passent et que l'esprit mûrit, ce questionnement sur son propre chemin de vie s'élargit souvent à une dimension plus métaphysique. L'origine, la nature et la finalité de l'existence humaine n'ont pas fini de nous questionner. En particulier quand nous traversons des périodes de doutes ou de crises diverses. Paradoxalement, une certaine sagesse peut nous conduire peu à peu à abandonner l'aspect intellectuel de cette quête. Si l'intelligence a son rôle, ni le sens de la vie ni l'orientation à lui donner ne peuvent se réduire à une opération spéculative. Philosophe en herbes ou pas, nul ne peut prétendre à une emprise conceptuelle sur le sens de la vie. Nous risquerions de greffer artificiellement à la vie une signification extérieure à elle. Il me semble que le sens de la vie se reçoit de la vie elle-même. Ce sens s'éprouve subtilement de l'intérieur de notre être, à un niveau si profond qu'il échappe en grande partie à nos logiques rationnelles. La dimension est ici plus spirituelle. Qui n'a pas fait l'expérience de ces éclairs de lucidité existentielle s'éprouvant au-delà de ce que les mots peuvent contenir ?

Le temps de la vie nous invite peu à peu à un changement de perspective. Le sens de la vie ne relève pas d'une construction mentale, aussi élaborée soit-elle. Le sens de la vie se reçoit intérieurement à mesure que la vie se révèle, et la vie se révèle à mesure qu'elle se vit. On ne peut pas prétendre savoir sa vie, mais on peut apprendre intimement à la connaître. Connaître la vie, c'est dépasser la question de son sens pour en éprouver son essence. Ce n'est pas une réponse à une question mais une véritable alchimie de soi-même, une croissance, un élargissement de conscience. Les mots semblent bien dérisoires. Connaître la vie, c'est vivre ! Vivre sans jamais épuiser cet élan, mais accueillir un dévoilement infini, un inédit permanent, une exploration sans fin. Notre vie s'offre à nous à mesure que nous nous abandonnons à elle. C'est un lâcher-prise courageux, une communion secrète. De cette union à soi et à ce qui nous dépasse jaillit la joie d'être toujours plus vivants. ■



Sébastien Belleflamme



ET À L'EST ? DU NOUVEAU ?

EDITH DEVEL

Si la période post-électorale apporte son lot de nouveautés et de questionnements en Fédération Wallonie-Bruxelles, il en est de même en communauté germanophone. Focus sur les défis qui attendent l'unique Pouvoir organisateur organisant les écoles catholiques d'Ostbelgien.



© TUBS (Wikimedia Commons)

Quelques informations-clé

Composition géographique :

Le Pays eupenois au nord, qui s'étend jusqu'aux Pays-Bas, composé des communes de La Calamine (Kelmis), Lontzen, Raeren et Eupen et l'Eifel belge au sud, qui rejoint le Grand-duché de Luxembourg, composé des communes de Bütgenbach, Bullange (Büllingen), Amblève (Amel), Saint-Vith et Burg-Reuland (source : wallonie.be).

Nombre d'habitants : ~ 79 000

Nombre d'élèves (2023-2024) : 16.270

Enseignement communautaire : 4714

Officiel subventionné : 6376

Libre subventionné : 2958

Ministre de l'Enseignement :

Jérôme Franssen (CSP – Les Engagés)

Un système éducatif distinct

Pour rappel, en communauté germanophone, l'organisation du système éducatif diffère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Depuis longtemps déjà, au niveau pédagogique, toutes les écoles se réfèrent à des référentiels indépendamment du réseau auquel elles appartiennent. À part pour quelques options, il n'y a donc pas de déclinaison de programme spécifique aux écoles catholiques.

Les débats actuels révèlent une volonté marquée du pouvoir politique de mettre l'accent sur les compétences de base telles que lire, écrire, calculer. En effet, comme ailleurs, les résultats aux enquêtes internationales de type PISA montrent une tendance à la baisse en communauté germanophone. Face à ce constat, le nouveau ministre de l'Enseignement, Jérôme Franssen, a récemment annoncé un travail de révision des référentiels.

Des chantiers multiples

À côté du volet pédagogique, d'autres sujets sont dans les cartons du gouvernement. Une récente présentation faite par le ministre de l'Enseignement semble indiquer la volonté de déploiement d'une réforme d'envergure à l'horizon 2040. Sa teneur ? Citons entre autres, des réflexions sur les statuts, les travaux et la maintenance des infrastructures, des éventuels rapprochements inter-réseaux, une stratégie de digitalisation pour la gestion du personnel et des élèves, l'avenir de l'institution parastatale pour une pédagogie inclusive ...

Irait-on jusqu'à dire qu'il s'agit d'une sorte de Pacte d'excellence à la sauce germanophone ? Il est sans doute trop tôt pour le dire mais certains signes laissent penser que, dans les prochains mois, le rôle du SKU (Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens) dans la représentation des écoles catholiques auprès du pouvoir politique sera déterminant.

Des enjeux majeurs

Cécile Piel, coordinatrice du SKU, remarque d'ores et déjà une modification dans les relations avec les autorités publiques avec un accroissement considérable des réunions de concertation.

Mais la tendance au regroupement (et transformation) d'associations diverses dans des organismes parastataux suscite la vigilance. Certes, le Pouvoir organisateur des écoles catholiques a besoin du soutien de l'autorité publique pour assurer sa mission de service public fonctionnel. Cependant, il conviendra de rester extrêmement attentif à l'avenir : le soutien (entre autres financier) du politique ne devra jamais se faire au détriment du respect des libertés constitutionnelles d'enseignement et d'association. ■

FÉVRIER

COEUR DE L'HIVER, CONTEXTE COMPLIQUÉ...
QUATRE IDÉES POUR RESTER MOTIVÉE !

1



2



3



4

